

C. LANNEAU, *Où va la France? L'image de la France et de sa puissance en Belgique francophone (1944-1951)*, Université de Liège, Faculté de Philosophie et Lettres, Département des Sciences historiques, 2006, promoteur: Prof. Dr. Ph. Raxhon

---

*Où va la France?*: cette question, liée aux concepts de déclin et de décadence, traverse l'histoire sans jamais se démoder et s'avère toujours d'une brûlante actualité, que l'on pense au référendum sur la Constitution européenne, à la crise des banlieues ou à celle du Contrat Première Embauche. Par ailleurs, elle sous-tendait déjà notre mémoire de licence, consacré à la période du Front populaire. Les débats passionnés de l'époque nous ont amenée à nous interroger sur l'après-Libération. Comment la France s'est-elle relevée de son effondrement rapide du printemps 1940 et, plus largement, du traumatisme que fut le second conflit mondial? Quelle place, quel rôle, quelle mission lui accorde-t-on encore et accepte-t-elle d'assumer au sortir de celui-ci, dans un monde en pleine recomposition, entre guerre froide, érosion des Empires et début de la construction européenne?

Cette notion de rôle ou de mission s'applique à la France mieux qu'à toute autre nation. La France dite "éternelle", c'est-à-dire celle qui allie l'héritage royal aux grands principes de la Révolution qu'elle veut universels, joue en effet un rôle particulier dans l'imaginaire collectif, parce qu'elle est stratégiquement, historiquement et culturellement au cœur de l'Europe et parce qu'elle est traditionnellement considérée comme la représentante par excellence de la civilisation européenne. A travers le destin de la France, c'est le devenir d'une certaine tradition, de certaines valeurs et d'un certain mode de vie qui est en jeu.

L'axe de réflexion que nous avons privilégié, dans le sillage de plusieurs publications dirigées par les historiens français Robert Frank et René Girault, est le concept de puissance, qui mesure la capacité d'un pays à imposer sa volonté aux autres ou à les influencer et qui, d'autre part, évalue le degré d'indépendance d'un État sur la scène mondiale. A la Libération, la France peut-elle encore être considérée comme une grande puissance ou a-t-elle perdu ce statut et, dans ce cas, a-t-elle intégré cette évolution dans ses schémas de pensée? Plus concrètement, il s'agit de savoir dans quelle mesure et par quels moyens la France a pu préserver sa souveraineté et son rang, pour employer un terme très "gaullien". Débordant largement la sphère politico-militaire, cette entreprise induit de fortes implications culturelles, tant il est vrai que Paris a souvent voulu compenser sur ce plan les faiblesses qu'elle ne pouvait

ni cacher, ni surmonter sur d'autres. Il en découle une autre question fondamentale: la France reste-t-elle une puissance disposant, au surplus, d'une aura culturelle ou n'est-elle plus qu'une puissance culturelle? D'autre part, cette aura est-elle prospective ou s'avère-t-elle passéiste et limitée à la préservation d'un héritage?

Ceci posé, il importait de déterminer un observateur. Parce qu'ils entretiennent avec la France un rapport particulier et ambigu, parce qu'ils sont à la fois semblables et différents, les francophones de Belgique, Wallons et Bruxellois, nous sont apparus comme un groupe cohérent et pertinent. Ils partagent avec les Français la même langue, la même culture et la même angoisse face à l'Est. Cependant, ils font partie d'un autre État et ressortissent à une autre histoire – si l'on excepte les années 1795 à 1815. Leur rapport à la France est donc unique, oscillant entre amour et déception, entre la proclamation d'une parenté spirituelle ou, selon certains, "ethnique" et le souci d'affirmer une identité propre. Par ailleurs, la période 1944-1951 voit, pour la première fois, le mouvement wallon se montrer plus actif et revendicatif que le mouvement flamand, qui a beaucoup gagné avant-guerre, qui se réjouit de la mise sur pied du Benelux mais qui, sur fond d'épuration, doit opérer une courbe rentrante. Si seuls les Wallons les plus radicaux réclament le fédéralisme, l'indépendance ou le rattachement à la France, l'immense majorité d'entre eux font entendre leurs craintes d'étouffement culturel, politique, économique et démographique. Ils sont rejoints en cela par les Bruxellois qui, eux aussi, prennent peur face à la loi du nombre.

Enfin, dernier élément méthodologique, il nous a semblé essentiel d'envisager à la fois l'image de la France telle qu'elle a été perçue par les Belges francophones mais également telle qu'elle a été construite par la France elle-même à l'usage de ces voisins particuliers. En effet, si l'opinion est reflet, il est clair que celui-ci peut être façonné ou modifié de l'extérieur. Nous avons donc prêté attention à l'action culturelle de la France, à sa propagande, c'est-à-dire aux tentatives menées par la France officielle – le Quai d'Orsay, l'ambassade à Bruxelles et les divers consulats – pour infléchir son image dans un sens plus favorable ou pour construire une image différente d'elle-même, répondant davantage aux priorités politiques et culturelles définies à Paris.

Les sources pour ce qui s'avère avant tout une étude d'opinion sont diverses. Face à la relative indigence, pour la période, des sondages et des études statistiques, nous avons privilégié les témoignages individuels, français et belges, sous forme de souvenirs, discours, brochures, essais, romans, papiers inédits, les sources diplomatiques françaises, belges et britanniques, riches d'observations et de renseignements sur les relations franco-belges, mais aussi et surtout la presse quotidienne et périodique (journaux, revues, illus-

trés) publiée à Bruxelles et dans les diverses provinces wallonnes. A la fois mine d'or et meule de foin, la presse a ses évidentes limites – nous y consacrons d'ailleurs un chapitre – mais reste incontournable pour les années 1945-1950, qui précèdent l'avènement de la télévision et vivent sous le régime de l'INR, radio d'État. Nous l'avons interrogée sur une variété de thèmes permettant d'évaluer la puissance française globale: la politique intérieure française, dans ses aspects institutionnels, sociaux et économiques, la politique étrangère, dans ses aspects diplomatiques et militaires, les questions liées à l'Outremer au sens large, mais aussi la vie culturelle – cinéma, littérature, arts plastiques – et, bien sûr, les relations franco-belges proprement dites, alors parasitées par des préjugés devenus traditionnels, par certaines frictions économiques, par l'omniprésente question royale et par le rôle, souvent fantasmé, de la France dans ce que l'on n'appelle pas encore le conflit communautaire.

Quelles sont nos principales conclusions? Tout d'abord, on notera la succession de deux périodes bien distinctes: les premiers mois de l'après-guerre, ère de glorification du miracle français et de la France nouvelle, laissent place, dès le second semestre de 1945, à la désillusion. La première époque correspond à une profonde adhésion des Belges francophones à la thèse officielle diffusée par le général de Gaulle et son gouvernement: non, la France n'a pas trahi car Vichy ne l'a jamais incarnée; oui, on peut et on doit plus que jamais l'admirer pour sa résistance héroïque, qui rachète l'écroulement de 1940, et pour son profond désir de réformes politiques, économiques et sociales. En Wallonie et à Bruxelles, où l'on a souvent douté de la France durant l'occupation, chacun se trouve désormais de bonnes raisons de louer la France nouvelle et nombreux sont ceux, surtout à gauche, qui la comparent avantageusement à une Belgique prétendument sclérosée: n'a-t-elle pas la chance d'avoir un chef charismatique, de Gaulle, mais aussi une nuée d'hommes nouveaux, jeunes, dynamiques, issus de la Résistance et – ce qui plaît à droite – souvent élevés dans le sésail chrétien?

En réalité, cette France nouvelle rassure la Belgique francophone parce que celle-ci veut croire encore à un possible retour de l'ordre international classique. Certes, dans les grandes conférences – Yalta, San Francisco, Potsdam –, la France est absente ou minorisée, ce que d'aucuns, d'ailleurs, comprennent ou justifient, mais on se persuade qu'à moyen terme, elle reprendra une place de choix, d'arbitre peut-être, sur la scène mondiale.

Toutefois, les mois passant, ce scénario devient de moins en moins crédible. Alors que la Belgique, bonne élève de l'Europe et enfant chérie des Anglo-Saxons, se redresse avec calme et méthode malgré la question royale, la France paraît, au contraire, patauger. Le nouveau régime qu'elle s'est donné ne satisfait réellement personne, la coalition au pouvoir – tripartisme puis

Troisième Force – ne parvient nullement à assurer la stabilité de l'Exécutif, l'inflation est galopante, le rationnement reste strict, les grèves, insurrectionnelles ou non, se multiplient, et, jusqu'en 1947-1948, certains redoutent une bolchevisation du pays. Bien plus, le malaise de la France, entre rébellion, apathie et nihilisme, semble se répercuter sur l'art contemporain: la littérature, la peinture, le cinéma français créent la polémique et divisent, selon des lignes de partage qui ne recourent d'ailleurs pas les clivages traditionnels. La politique internationale de Paris, quant à elle, déroute: elle apparaît velléitaire, rigide voire impérialiste alors qu'elle devrait être souple et évolutive. Bref, dans leur grande majorité, les Belges francophones hésitent entre pitié et condescendance, colère et inquiétude. Rares sont les voix discordantes, souvent issues des milieux wallingants ou de sphères idéologiques soucieuses d'épauler leurs homologues françaises au pouvoir.

La France est donc perçue par beaucoup comme l'homme malade de l'Europe, dont on craint la contagion. Et le Belge se prend à développer vis-à-vis du Français, incorrigible chauvin à ses yeux, un inhabituel complexe de supériorité. C'est l'époque où le riche touriste belge parade outre-Québécois au volant de sa "belle américaine" et s'offre, dans un pays convalescent, le luxe que lui permet son franc fort. C'est l'époque aussi où les plus unitaristes usent de l'état de la France comme d'un répulsif: pourquoi voudrait-on se rattacher à un pays manifestement en déclin? Revers de l'universalité qu'elle prétend incarner, la France doit, en fait, rendre des comptes non seulement à son propre peuple mais aussi aux peuples voisins, à commencer par ceux qui partagent sa langue et vivent son évolution presque par procuration. Or, et c'est son drame, quel que soit le geste posé, elle se heurte à l'insatisfaction sinon à l'opposition d'une partie des observateurs. Et selon les faits et les moments, l'identité de ses adversaires et de ses défenseurs varie: l'image de la France est, par conséquent, profondément et perpétuellement brouillée et paradoxale.

Mais, si paradoxe il y a, n'est-il pas également entretenu par la France elle-même? L'image qu'elle construit par son action culturelle est, en effet, tout aussi ambivalente. Après avoir travaillé, en 1944-1945, à renouer des liens matériellement et intellectuellement distendus par la guerre et à reconquérir en Belgique un terrain naguère acquis, Paris va chercher à concilier deux exigences presque contradictoires: d'une part, rester fidèle à l'image traditionnelle qui fait de la France le temple des valeurs humanistes, du raffinement et de la douceur de vivre, bref être cette France éternelle, dépositaire d'un passé, et, d'autre part, démontrer son dynamisme, sa modernité au moment où la technique prend le dessus et devient la valeur de référence. La grande inquiétude réside dans la concurrence de plus en plus forte qu'il faut désormais affronter sur le plan culturel, en Flandre comme en Belgique francophone: on

citera l'omniprésence du cinéma hollywoodien, le succès croissant du roman anglo-saxon et, en peinture, le déclin de l'École de Paris au profit de New York.

Cette concurrence accrue et les restrictions budgétaires amènent la France à recentrer son action culturelle. Au grand dam des plus wallingants, elle mise avant tout sur la Flandre pour des raisons stratégiques: démographiquement, politiquement et économiquement, celle-ci représente l'avenir et l'on veut y sauver ce qui peut encore l'être pour la langue française. Les francophones ne sont pas délaissés mais on estime qu'ils sont capables, structurellement et financièrement, de défendre eux-mêmes une culture qui est aussi la leur.

Toutefois, cette vision est peut-être trop optimiste. En effet, le Belge francophone de 1945 peine manifestement à définir ce qu'il attend de la France, preuve d'un déficit de visibilité. Notre analyse est que, pour l'individu lambda, la France s'identifie alors avant tout à une sorte de "paradis intemporel" ou de référent éthéré. Il ne faudrait pas pour autant en déduire qu'on la considère uniquement comme une puissance culturelle au sens large. En effet, les missions qu'on lui prête restent nombreuses et plus vastes: on veut qu'elle soit un garde-fou solide face à l'Allemagne, on veut aussi qu'elle prenne la tête de l'Europe en construction, on voudrait enfin qu'elle résiste à des Anglo-Saxons perçus comme trop matérialistes et pragmatiques. Mais, on estime que l'apport principal de la France au monde réside dans sa vocation éducatrice et civilisatrice ainsi que dans l'universalité de son message. Par ailleurs, il existe bien, dans le discours belge, une corrélation entre l'état de la puissance française, réelle ou supposée, et l'intensité avec laquelle on invoque le facteur culturel, qui peut aisément devenir un argument compensatoire. Remarquons que, de nouveau, les Belges francophones s'approprient ici un mécanisme de défense forgé par la France officielle.

Comment, dès lors, ont-ils appréhendé le passage de la France au rang de puissance moyenne ou médiane? Après une courte période d'euphorie, ils semblent avoir compris, avant les Français, que les temps avaient radicalement changé. Dès 1946, ils ont constaté et, le plus souvent, déploré l'impuissance française ou l'inefficacité des efforts français. Ceci se vérifie dans la presse comme dans les milieux dirigeants. On observe une France qui semble aller de recul en recul, qui, souvent, se replie sur elle-même puis qui, en 1950, surprend avec l'inventif et audacieux Plan Schuman mais, très vite, paraît retomber dans ses travers sur la question du réarmement allemand. D'autre part, on comprend mal le relatif succès du neutralisme tout comme on ne perçoit pas encore les effets bénéfiques de la modernisation et du Plan Monnet, qui ne seront patents que dans les années suivantes. Ce qui domine

donc, à chaud, pour les Belges francophones, c'est l'impression d'une France qui s'adapte mal à la nouvelle donne mondiale alors qu'aujourd'hui, *a posteriori*, on estime plutôt que Paris est alors parvenue à conserver les attributs essentiels d'une puissance tels qu'ils pouvaient s'exprimer au sein d'un bloc dominé par une superpuissance.

Mais, quoi qu'il en soit, deux réalités s'imposent: le déplacement du centre de gravité mondial et la modification des rapports internationaux. Les Belges qui, en 1945-1950, ont disserté sur la France appartiennent à trois générations: la première a connu l'affaire Dreyfus et la France revancharde d'avant 1914; la deuxième a eu vingt ans au cœur des "années folles" qui ont suivi l'Armistice de 1918; la troisième a vécu la seconde guerre comme un rite de passage à l'âge adulte. Pour cette dernière génération, la France n'est plus le centre du monde. Elle reste une référence mais les horizons se sont élargis. La culture anglo-saxonne a commencé à déferler. Les nouveaux décideurs belges, de plus en plus souvent scientifiques ou économistes, ont complété leur formation de l'autre côté de la Manche ou de l'Atlantique alors que leurs aînés, plus littéraires, avaient davantage fréquenté la Sorbonne ou le Collège de France. Les jeunes Wallons et Bruxellois de la Libération restent attachés à la culture et à la langue françaises, qu'ils défendent et dont ils souhaitent préserver la prédominance, mais ils refusent tout exclusivisme. Ils souhaitent aussi que la Belgique francophone devienne plus autonome et que les échanges avec Paris cessent de se faire à sens unique. Leurs pères, eux, sont inquiets voire déroutés par l'évolution en cours, ainsi que le prouvent leurs invocations répétées de la France comme rempart contre un technicisme inhumain. Mais n'est-ce pas parce que le recul de la France signe aussi la fin de "leur" Belgique, la "Belgique de papa", cette "Belgique française" héritée de 1830?

Par ailleurs, les rapports internationaux sont en train de changer de nature. Le bilatéralisme s'efface progressivement devant le multilatéralisme. Avec l'entrée en guerre froide et les débuts d'une unification inter- ou supra-étatique, la France ne perçoit plus la Belgique comme l'alliée indispensable mais comme un élément parmi d'autres au sein du bloc occidental ou de l'Europe. En conséquence, on voit s'émousser l'attention de Paris pour Bruxelles. La réciproque est vraie, même si le phénomène est peut-être moins affirmé. L'intérêt, si perceptible à la Libération, pour le rôle et la place de la France subsiste au début des années cinquante mais les Belges savent que, quoi qu'il arrive, une architecture nouvelle les protège, dont l'OTAN est la principale incarnation. Désormais, Wallons et Bruxellois veulent simplement que la France soit suffisamment forte pour tenir tête à l'Allemagne, dont ils se méfient encore, et que la culture française demeure suffisamment influente pour

leur servir d'argument face aux appétits de la Flandre. Pour le reste, Paris n'est plus la carte maîtresse, celle que l'on brandissait hier, selon les cas, comme un talisman ou comme un épouvantail.

Catherine Lanneau